

Questions au Feuilleton

Ministres suppléants			
Colonne I	Colonne II	Colonne III	Colonne IV
Poste	Nom	Ministre suppléant	Second ministre suppléant
9. Industrie et Commerce	M. J. Chrétien	M. L. S. Marchand	M. R. K. Andras
10. Justice et Procureur général	M. S. R. Basford	M. F. Fox	M. W. W. Allmand
11. Travail	M. J. C. Munro	M. A. Ouellet	M. J.-P. Goyer
12. Main-d'œuvre et Immigration	M. J. S. G. Cullen	M. R. K. Andras	M. M. Lalonde
13. Défense nationale	M. B. J. Danson	M. D. C. Jamieson	M. A. J. MacEachen
14. Santé nationale et Bien-être social	M. M. Lalonde	M ^{me} I. Campagnolo	M ^{me} J. Sauvé
15. Revenu national	M ^{lle} M. Bégin	M. J. S. G. Cullen	M. J.-J. Blais
16. Postes	M. J.-J. Blais	M. A. C. Abbott	M. J. C. Munro
17. Conseil privé	M. A. J. MacEachen	M. J.-J. Blais	M. A. Ouellet
18. Travaux publics	M. J. J. Buchanan	M. J.-P. Goyer	M. M. Lessard
19. Expansion économique régionale	M. M. Lessard	M. R. LeBlanc	M. D. J. MacDonald
20. Science et Technologie	M. J. H. Faulkner	M ^{me} J. Sauvé	M. A. W. Gillespie
21. Secrétaire d'État	M. J. Roberts	M. J. H. Faulkner	M. F. Fox
22. Solliciteur général	M. F. Fox	M. W. W. Allmand	M. S. R. Basford
23. Approvisionnements et Services	M. J.-P. Goyer	M. J. H. Faulkner	M. B. J. Danson
24. Transports	M. O. E. Lang	M. S. R. Basford	M. R. LeBlanc
25. Conseil du Trésor	M. R. K. Andras	M. J. Chrétien	M. J. J. Buchanan
26. Affaires urbaines	M. B. J. Danson	M ^{lle} M. Bégin	M ^{me} I. Campagnolo
27. Affaires des anciens combattants	M. D. J. MacDonald	M. E. F. Whelan	M. J.-P. Guay

C.P. 1976-3142. Copie certifiée conforme au procès-verbal d'une réunion du Comité du Conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur général le 16 décembre 1976. Sur avis conforme du Premier ministre, le Comité du Conseil privé recommande que le décret C.P. 1976-3081 du 10 décembre 1976, lequel nommait les ministres suppléants, soit par les présentes modifié en y supprimant l'article 26 de l'annexe et en y substituant ce qui suit: Colonne I, Poste, «26. Affaires urbaines; Colonne II, Nom, M. A. Ouellet; Colonne III, Ministre suppléant, M^{lle} M. Bégin; Colonne IV, Second ministre suppléant, M^{me} I. Campagnolo».

L'HONORABLE LÉON BALCER

Question n° 2193—**M. Lambert (Bellechasse):**

L'ex-député fédéral de Trois-Rivières, l'honorable Léon Balcer, est-il à l'emploi du gouvernement et, dans l'affirmative, quels sont a) ses fonctions, b) la date de son entrée en fonction, c) son salaire, d) le ministère ou département en cause?

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Non.

* * *

[Traduction]

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la question n° 1939 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

[Texte]

LES NAVIRES AYANT FAIT ESCALE AUX PORTS DU QUÉBEC EN JANVIER, FÉVRIER ET MARS 1976

Question n° 1939—**M. Forrestall:**

Quels navires ont fait escale aux ports de a) Montréal, b) Québec, c) Trois-Rivières, d) Sorel au cours des mois de (i) janvier (ii) février (iii) mars

[M. Goodale.]

1976 pour charger ou décharger des marchandises et combien d'escales ont-ils faites chacun?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Goodale: Monsieur l'Orateur, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

* * *

RÈGLEMENTS ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

L'APPROBATION DU 2^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Robert McCleave (Halifax-East Hants) propose: Que le 2^e rapport du comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présenté à la Chambre le jeudi 3 février 1977, soit agréé.

—Monsieur l'Orateur, la plupart des lois qu'a adoptées la Chambre depuis quelques années renferment des dispositifs qui autorisent le gouverneur en conseil, le ministre ou quelque organisme, à établir un règlement régissant l'application de ces lois en conformité des objectifs qu'elles proposent. La question se pose donc de savoir comment ce processus est exécuté; si l'on s'assure jamais qu'il l'est dans l'esprit où la loi telle a été conçue à l'origine et, sinon, comment on peut y remédier. C'est de ces trois aspects de cette question importante que je vais traiter cet après-midi.

Si l'on a entrepris l'examen approfondi de ce qu'on pourrait appeler le Parlement délégué par opposition à celui où nous siégeons actuellement, c'est grâce à l'initiative de députés éminents des divers partis. Il convient toutefois de souligner l'apport particulier du député de Peace River, le co-motionnaire, de celui de Windsor-Walkerville, le président du comité qui a apporté de très importantes recommandations dans ce domaine, du député de Greenwood, du député de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, du secrétaire parlementaire du président